

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1205
12 février 1976

FRANCAIS

Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 4 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME
DANS LES TERRITOIRES OCCUPES A LA SUITE DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

Note du secrétariat

Par une note verbale datée du 12 février 1976 et adressée au Président de la Commission des droits de l'homme, la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a demandé que la communication ci-jointe soit distribuée en tant que document de la Commission.

10 Ahmed Nessim St.
Giza, Le Caire

Le 3 février 1976

Monsieur le Président
de la Commission des droits de l'homme
de l'Organisation des Nations Unies
Palais des Nations
Genève, Suisse

Monsieur le Président,

Au nom des ressortissants arabes du territoire occupé de Gaza, dont certains m'ont adressé un appel à l'aide, je me permets de porter à votre bienveillante attention la déclaration ci-jointe concernant la situation des Arabes qui vivent à Gaza et se voient refuser le droit de regrouper leurs familles à Gaza, ainsi qu'en témoignent les quelques cas dont il est fait état.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration aux membres de la Commission des droits de l'homme, actuellement réunis à Genève, dans l'espoir qu'ils pourront prendre des mesures pour dissuader les autorités israéliennes de recourir à leurs manoeuvres mesquines afin de priver d'autres Arabes de leurs droits fondamentaux sur leur patrie.

Je saisis cette occasion, etc.

La Représentante de l'Egypte
auprès de la Commission
de la condition de la femme de l'ONU

(Signé) Aziza Hussein

Déclaration faite par Aziza Hussein, représentante de l'Egypte
à la Commission de la condition de la femme de l'ONU

LES ARABES PALESTINIENS DE GAZA SE VOIENT REFUSER LE DROIT
DE REGROUPER LEURS FAMILLES

Peu après avoir occupé le Sinai, la bande de Gaza, la Rive occidentale et les hauteurs du Golan, en 1967, les autorités israéliennes ont entrepris un recensement général des habitants des territoires occupés. Elles ont délivré à toutes les familles des cartes d'identité indiquant le nombre de personnes composant chaque famille et l'adresse des intéressés. Dans le cas des réfugiés vivant dans les camps, les cartes d'identité indiquaient le domicile initial en Palestine occupée, d'où ils avaient émigré.

A l'époque, la plupart des hommes des familles vivant dans la bande de Gaza travaillaient dans divers Etats arabes et avaient laissé leurs proches à Gaza. Ils ne furent donc pas compris dans le recensement effectué par les autorités d'occupation israéliennes. On ne trancha pas la question de savoir si, en tant que membres de familles habitant la bande de Gaza, ils avaient le droit de revenir à Gaza lorsqu'ils le souhaiteraient ou s'ils conservaient la propriété de leurs biens.

Lorsque les conditions de sécurité furent redevenues à peu près normales dans les territoires occupés, les jeunes purent envisager sans trop de crainte de rejoindre leurs familles, et ils commencèrent à venir, en très grand nombre, rendre visite à leurs proches pendant l'été. La plupart d'entre eux ont alors demandé l'autorisation de reprendre leur place au sein de leur famille, de façon à être comptés parmi les habitants de la bande de Gaza admis à revenir à Gaza et à faire valoir leurs droits sur leurs biens.

D'une manière générale, la politique d'Israël a été de faire droit à ces demandes, sauf dans le cas de quelques personnes prétendument indésirables pour des raisons de sécurité, notamment des jeunes gens qui venaient de terminer leurs études en Europe. Mais au cours des deux dernières années, on a relevé une tendance à restreindre l'octroi de ces autorisations et même, le plus souvent, à rejeter systématiquement les demandes réitérées des intéressés.

Pendant combien de temps les Juifs soviétiques ou polonais qui n'ont pas de racines en Israël continueront-ils à être admis en Israël et à s'y voir accorder toutes facilités pendant les cinq premières années - abattements fiscaux, habitations neuves et emplois sûrs -, alors qu'on dénie aux premiers habitants leur qualité de citoyen et le droit naturel qu'a tout être humain de vivre dans sa patrie, dans la reconnaissance de son identité et le respect de sa dignité ? Pendant combien de temps encore les autorités sionistes continueront-elles à occuper les terres arabes et à préparer leur avenir, alors que les Arabes des territoires occupés s'accrochent désespérément à ce qui reste de leurs terres usurpées, dans l'espoir que la communauté mondiale finira par leur faire justice et s'émouvoir de leurs souffrances ?

On trouvera ci-après une liste de cas dans lesquels des Arabes se sont vu dénier le droit de revenir à Gaza pour rejoindre leurs familles.

1. Annah Abu-Ramadan - Il s'agit d'une femme âgée et malade, incapable de marcher, qui a deux filles au Koweït. Depuis trois ans, elle demande que ces dernières soient autorisées à la rejoindre à Gaza. Ses deux gendres n'ont pas besoin d'emploi car ils possèdent quelques biens dont ils peuvent tirer leurs moyens d'existence, en plus d'économies faites au Koweït. Les autorités israéliennes n'ont autorisé ni l'une ni l'autre des deux filles à revenir à Gaza. La mère est au désespoir car elle ne peut pas quitter Gaza, d'abord en raison de sa mauvaise santé et, ensuite, parce qu'elle craint de perdre ses biens.
2. Haj Freih Farhan Almasdar - Habite Deir Al-Balah dans les territoires occupés. Demande, pour sa fille Hakmah et le mari et les enfants de cette dernière, qui vivent actuellement en Libye, l'autorisation de rentrer à Gaza.
3. Youssef Farsan Almasdar - Demande l'autorisation de faire revenir auprès de lui sa femme, Nawal, qui est égyptienne, et ses cinq fils et filles.
4. Al Sayed Ali Suleiman AbuZeid - Demande, pour sa fille et son gendre, Hassan Suleiman Abu-Zeid, et pour la famille de ce dernier, actuellement en Libye, l'autorisation de rentrer à Gaza.
5. Abdulla Suleiman Moussa Abu-Zeid - Demande que son frère, Sudha, Suleiman Abu-Zeid, et sa famille, qui vivent actuellement en Libye, soient autorisés à le rejoindre.
6. Ali Suleiman Abu Shehadah - Demande que son fils et sa femme, Amnah Salamah Al-Banahein, qui vivent actuellement au Caire, soient autorisés à le rejoindre à Gaza.
7. Freiha Suleiman Al-Banahein - Demande que son mari, qui se trouve actuellement au Caire, soit autorisé à rentrer dans ses foyers à Gaza.
8. Suleiman Mossleh Al-Beding - Demande pour son fils, Mohammed, actuellement au Caire, l'autorisation de rentrer chez lui à Gaza.
9. Hajjah Freiha Farhan Almasdar - Demande que sa fille Surnah, ainsi que le mari et les enfants de cette dernière, actuellement en Libye, soient autorisés à la rejoindre.
10. Hanna Daoud Issa Al-Soury - Il s'agit d'un Arabe chrétien de la famille Al-Souri, établie à Gaza, qui travaille en Arabie Saoudite comme infirmier. Tous les membres de sa famille vivent à Gaza. Sa mère est âgée et malade. Il a trois soeurs célibataires et un frère marié qui a son propre domicile. Ses proches ont demandé à maintes reprises qu'il soit autorisé à les rejoindre mais toutes les demandes ont été rejetées. Après maintes promesses qui n'ont pas été tenues, la demande a été rejetée pour la quatrième fois.

Selon renseignements communiqués par
le Dr Dalal Rifai
Chef de la Maternité
Hôpital de Gaza
Gaza